L'Orient - Le Jour

Jeudi 21 mars 2019

P.H.B.

La situation financière du pays toujours « stable », continue d'assurer Salamé

Le gouverneur de la Banque du Liban (BDL), Riad Salamé, a assuré lors d'une réunion avec le président Michel Aoun hier à Baabda que la situation financière du pays était toujours « stable » et que les marchés étaient « calmes ». Un constat qu'il martèle régulièrement depuis plus d'un an, une période marquée par plusieurs événements qui ont mis le pays sous pression, avec notamment : la démission avortée du Premier ministre Saad Hariri en novembre 2017 ; le blocage du processus de formation du nouveau gouvernement de mai 2018 à janvier 2019 ; ou encore la hausse des taux d'intérêt américains (la valeur de la livre étaient arrimée à celle du dollar depuis 1997), entre autres.

Outre leur impact sur la croissance des dépôts bancaires, ces événements ont également convaincu les agences financières de réviser la notation du Liban. Moody's, l'une des trois principales agences américaines, l'a dégradée en janvier, la faisant passer de « B3 » avec perspective « négative » à « Caa1 » avec perspective « stable ». Les deux autres, Fitch et Standard & Poor's, ont maintenu la note du pays (« B- ») mais ont abaissé sa perspective, de « stable » à « négative ».

Risque de défaut à court terme écarté

Les cours des titres de dettes en devises émis par le Liban (eurobonds) ont longtemps pâti de cette situation, avant de rebondir dans la foulée de la formation du gouvernement Hariri III fin janvier. « L'évolution des cours démontre que les investisseurs ne craignent plus un défaut de paiement du Liban à court terme en 2019. Ils doutent néanmoins encore de la capacité des dirigeants libanais à lancer les réformes qu'ils se sont engagés à mener lors de la conférence de Paris (CEDRE) en avril 2018, comme en témoigne la légère baisse des prix des eurobonds qui se dessine depuis quelques semaines, notamment sur les émissions arrivant à échéance en 2022 », explique à L'Orient-Le Jour un expert financier.

Trois séries d'eurobonds émises par le Liban au cours des années précédentes arrivent à échéance en 2019, pour un total de 2,65 milliards de dollars. Le Liban doit en outre voter un nouveau budget pour 2019 qui soit notamment fidèle à son engagement, pris à la réunion de Paris, de réduire d'un point de pourcentage par an le ratio déficit public/PIB sur cinq années consécutives. Un objectif qui doit forcément passer par une hausse des tarifs de l'électricité, qui n'ont pas évolué depuis 1994 ou encore un gel des recrutements dans la fonction publique.